

Affaires courantes

En dépit de toutes les manœuvres du gouvernement pour éluder ma question, elle est très précise. Pourquoi le Parlement n'a-t-il pas été rappelé? De plus, la ministre aiguillera-t-elle les autres pays avec qui elle discute sur la question de l'environnement dans l'Arctique?

Mme Martin: Madame la Présidente, le gouvernement du Canada et les sept autres pays de la région arctique ont formé un groupe qui a déjà tenu des réunions et qui s'occupe des questions d'environnement dans l'Arctique. Si ma mémoire est fidèle, l'URSS, la Norvège, la Finlande et le Groenland font partie de ce groupe. Ce sont les pays qui me viennent pour le moment à l'esprit. Je pense que le député ne doit pas perdre de vue qu'il y a très peu d'industries dans le bassin hydrographique du fleuve Mackenzie qui se jette dans l'Arctique. Nous n'avons que très peu d'industries dans cette zone. Mais il y a aussi d'autres fleuves qui se jettent dans cet océan sur les rives duquel vivent des autochtones canadiens, notamment des fleuves qui prennent leur source au cœur du territoire soviétique, dans des régions fortement industrialisées. Nous ignorons si c'est de là que proviennent les substances toxiques ou si c'est de notre fleuve Mackenzie.

Nous ne pouvons pas dépolluer l'Arctique seuls. C'est pourquoi nous accordons une grande importance aux travaux du groupe circumpolaire et, je le répète, des réunions ont déjà eu lieu et d'autres auront lieu. Des Canadiens sont allés en URSS travailler avec les soviétiques. Nous tenons fermement à continuer de travailler à ce dossier et nous croyons qu'en nous associant avec tous les pays de la région arctique, nous réussirons à y améliorer la situation, ce qui est absolument nécessaire.

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiak): En ce qui concerne les autochtones, madame la Présidente, notre attitude à l'égard des événements récents et la façon dont le gouvernement a réagi annoncent des temps nouveaux dans notre pays. Quoiqu'il puisse survenir au cours des prochaines années, le gouvernement ne pourra jamais plus surseoir indéfiniment à l'examen des affaires autochtones.

Tout d'abord, j'aimerais faire état des propos qu'a tenu l'autre jour le premier ministre du Canada, propos portant notamment que le gouvernement entendait établir tout un nouveau calendrier pour les autochtones. Après que les Mohawks eurent déposé les armes, selon le *Globe and Mail* d'hier, le premier ministre Brian Mulroney a rendu hommage à l'armée et insisté sur le fait que le gouvernement n'avait accordé aucune concession. Comme la règle du droit avait prévalu, le premier ministre du Canada ne tarissait pas d'éloges à l'égard de l'armée.

Je dois reconnaître que du début à la fin de l'affrontement d'Oka, aucun militaire n'a déchargé son arme en direction de qui que ce soit. Cependant, à ceux qui prétendent qu'il n'y a pas eu de violence, je réponds que nous avons vu à la télévision et dans les journaux l'image d'une femme et de sa fille que des militaires venaient de renverser. Quand ils prétendent qu'il n'y a pas eu de violence, je réponds qu'ils doivent être aveugles. N'ont-ils pas vu comme nous des chars, des mitrailleuses, des hélicoptères qui patrouillaient jour et nuit, les réseaux de fer barbelés—j'ignore à quoi ils servent exactement, mais j'imagine qu'il n'est pas très facile de les franchir—l'interruption complète des communications que le groupe entretenait avec le reste du monde, et toute sorte de moyens d'intimidation. À mon avis, nous devons tous nous féliciter de ce que personne d'autre que le malheureux caporal Lemay n'ait perdu la vie.

Nous pouvons tous pousser un soupir de soulagement de ce que, Dieu merci, l'affrontement soit terminé, mais nous ne saurions nous désintéresser de la chose en nous disant qu'il n'y a pas eu mort d'homme. Des actes de violence ont bel et bien été commis. À mon avis, le rapport résumerait bien la situation en disant que ce n'est que partie remise. Au cours des années à venir, nous nous efforcerons de rendre justice à ce rapport. Il vient à point nommé. J'espère que le gouvernement annoncera d'importantes initiatives. Jusqu'à maintenant, il n'en a annoncé aucune de concrète. Il y est allé de belles promesses, sans plus.

• (1320)

Tout comme je l'ai fait tantôt lorsque j'ai posé ma question, j'aimerais dire un mot des «revendications territoriales»—j'hésite encore à utiliser cette expression. Que faisons-nous? Nous tentons de convaincre le gouvernement de nous rendre certaines terres que nous n'avons jamais abandonnées, auxquelles nous n'avons jamais renoncé, que nous n'avons jamais cédées ni au gouvernement, ni à qui que ce soit, sauf parfois dans le sud. Ces terres dont je parle sont situées dans l'est de l'Arctique, cette région que je représente, plus que partout ailleurs. Mais il s'en trouve également des quantités aussi par ici.

C'est pourquoi je pense que, jusqu'à ce que le gouvernement reconnaisse notre problème à propos de la disparition des droits des autochtones, il y aura d'autres formes de protestations contre le gouvernement qui continueront au cours des années jusqu'à ce que le gouvernement admette qu'il faut reconnaître ce droit inhérent à l'autonomie, jusqu'à ce qu'on comprenne que nous ne pouvons pas simplement renoncer à nos droits—auxquels nous n'avons jamais renoncé et qui dans certains cas transcen-